conditions spéciales à chaque pays, le droit ne pouvait spécifier quel est cet habit: il se contente de dire que les clercs doivent porter le vêtement déterminé par l'autorité ecclésiastique de la région et qui les distingue des simples fidèles.

Enfin dans une série de six canons (can. 137-142), sont énumérés certains actes, certaines occupations, certaines charges qui ne sont pas compatibles ou semblent ne pouvoir se concilier que difficilement avec la sainteté de l'état ecclésiastique, en amoindrissant la réputation du clerc ou en l'engageant dans les choses de ce monde.

Ainsi il est dangereux pour le clerc de se porter caution, car cela l'expose à perdre ses biens et à assumer sur lui de graves responsabilités matérielles. Comment pourra-t-il dès lors exercer avec liberté son ministère spirituel ?

D'autres choses ne sont compatibles avec la gravité et la sainteté de l'état ecclésiastique; telle la fréquentation des théâtres et des cafés publics.

D'autres enfin sont simplement étrangères au prêtre: l'exercice de la médecine et de la chirurgie, l'emploi de notaire au for civil, les charges auxquelles est joint l'exercice d'une juridiction ou d'une administration civile et autres semblables. Mais comme il n'y a point là d'opposition radicale avec la fonction du prêtre, la permission de l'autorité compétente (le Saint-Siège ou l'Ordinaire) peut légitimer certaines exceptions.

Nous n'avons pas l'intention d'expliquer par le détail les différents cas atteints par ces canons: pour le but de notre étude il nous suffit d'avoir montré avec quel soin l'Eglise veille à ce que ses prêtres mènent une vie sainte, remplie de bonnes œuvres et donnent l'exemple de toutes les vertus.

Tâchons de répondre à sa sollicitude maternelle: que la sainteté de notre vie soit en parfaite harmonie avec la sublimité de notre état. Nous sommes la part, l'héritage du Seigneur; puissions-nous être toujours de dignes ministres, de saints prêtres du Dieu trois fois saint.